



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

04 Avril 2021

Evolution de la situation sanitaire

Pour la 7^{ème} semaine consécutive, le nombre de nouveaux cas hebdomadaire augmente en AEOI (+29 685 contre +27 110 la semaine précédente) alors que le rythme mondial augmente à un rythme moindre (+6,5 % contre +9,5 % en AEOI). Le nombre

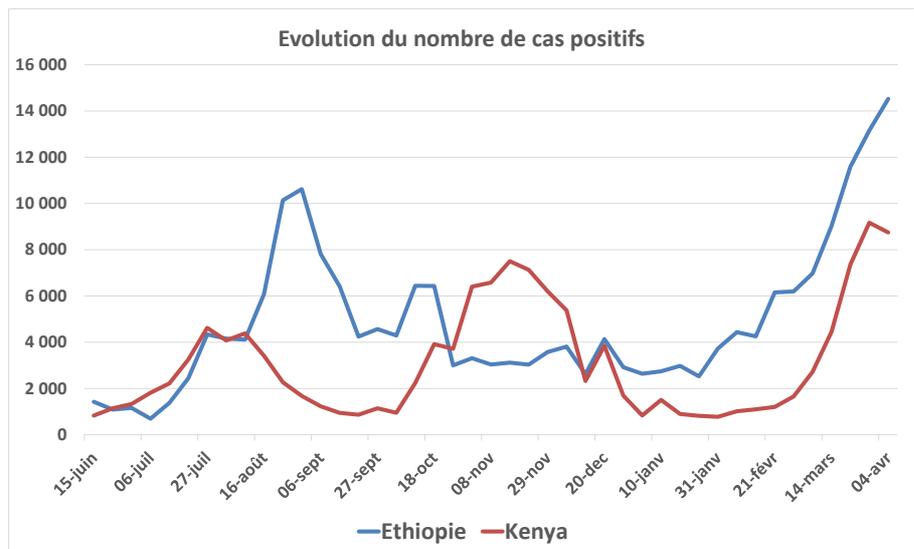
Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	21/3	28/3	4/4	21/3	28/3	4/4
Burundi	2 613	2 757	2 911	6	6	6
Comores	3 665	3 690	3 782	146	146	146
Djibouti	6 518	7 249	8 509	63	66	72
Erythrée	3 118	3 208	3 334	7	9	10
Ethiopie	185 641	198 794	213 311	2 647	2 784	2 936
Kenya	120 163	129 330	138 077	1 987	2 104	2 206
Madagascar	22 113	23 424	25 262	340	381	449
Maurice	812	870	1 034	10	10	12
Rwanda	20 761	21 309	22 243	287	300	311
Seychelles	3 616	4 054	4 294	16	18	22
Somalie	9 968	10 838	11 623	419	488	546
Soudan du Sud	9 849	10 048	10 255	106	108	112
Soudan	31 147	31 407	31 833	1 986	2 028	2 063
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	40 651	40 767	40 962	334	335	335
Total AEOI	461 144	488 254	517 939	8 375	8 804	9 247

de cas recensés cette semaine augmente fortement à Djibouti pour la 2^{ème} semaine consécutive (+1 260 contre +731 et +266 les semaines précédentes) et à Madagascar, également pour la 2^{ème} semaine consécutive (+1 838 contre +1 311 et +757 les semaines précédentes). En Tanzanie, La nouvelle présidente a annoncé la formation d'un comité pour évaluer de l'impact de la pandémie de COVID-19 et déterminer les mesures à appliquer.

* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril.

❖ L'Éthiopie et le Kenya connaissent les plus grands nombres de nouveaux cas cette semaine en Afrique

En Éthiopie, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires atteint 14 517 (contre + 13 153 + 11 587), niveau record jamais atteint et faisant du pays la plus forte augmentation du nombre de cas cette semaine en Afrique. Au Kenya, un peu plus d'une semaine après la



mise en place de nouvelles mesures sanitaires, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires diminue légèrement et atteint + 8 747 (contre +9 167 et +7 358 les semaines précédentes), faisant du pays le 2ème le plus touché en Afrique cette semaine. Les deux pays concentrent à eux seuls 39,2 % des nouveaux cas en Afrique cette semaine.

❖ Signature d'une facilité de prêt de 100 MUSD entre la BAD et le kenyan Equity Group Holdings

La Banque Africaine de Développement a octroyé une facilité de crédit de 100 MUSD au groupe financier kenyan Equity Group Holdings afin qu'il puisse offrir des produits financiers adéquats pour les petites et moyennes entreprises impactées par la pandémie covid. Ce prêt, remboursable sur 7 ans, permettra également de soutenir l'expansion du groupe en Afrique orientale et centrale. Le groupe est déjà présent dans 6 pays : Rwanda, Kenya, Ouganda, République Démocratique du Congo, Tanzanie et l'Éthiopie.

🍷 Burundi

Pas de brèves cette semaine.

🍷 Comores

Le FMI approuve un 3^{ème} allègement du service de la dette comorienne dans le cadre du FFARC pour 0,79 MEUR.

Une 3^{ème} tranche de 788 700 EUR visant l'allègement du service de la dette comorienne auprès du FMI a été approuvée le 5 avril 2021 par son Conseil d'Administration au titre du Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (FFARC). Cette tranche couvre pour 6 mois les remboursements du service de la dette entre le 14 avril et le 15 octobre 2021, deux tranches ayant déjà été approuvées pour un total de 2,2 MEUR portant sur la période du 14 avril 2020 au 13 avril 2021. L'Union des Comores peut encore bénéficier de l'initiative FFARC jusqu'en février 2022, pour un montant restant éligible de 0,81 MEUR.

🍷 Djibouti

Signature d'un accord de prêt de 30 MUSD pour la construction d'une centrale électrique

Fin mars, le Fonds koweïtien pour le développement économique a signé un accord de prêt de 30 MUSD avec le gouvernement djiboutien. Celui-ci financera une centrale électrique située dans la zone industrielle de Damerjog en construction qui devrait répondre aux besoins de la zone industrielle. Fortement dépendant aux exportations éthiopiennes d'électricité, Djibouti ne produit actuellement que 20 % de ses besoins en électricité. En

développement, le secteur énergétique fait partie des priorités gouvernementales et attire des investisseurs étrangers (espagnols, américains et français).

🍷 Erythrée

Pas de brèves cette semaine.

🍷 Ethiopie

Dépôt d'une demande de licence pour des services de paiement par *Sunpay Solutions S.C.*

La société *Sunpay Solutions S.C* - filiale du conglomérat éthiopien *Sunshine Investment* - prévoit de lancer une plateforme de paiement digital d'ici à juillet 2021 après obtention de la licence par la Banque centrale. Depuis la publication par la Banque centrale, en avril 2020, d'une directive autorisant la fourniture de services de paiement, il est possible pour toute entreprise d'offrir des moyens de paiement tels que les paiements de factures et d'achats, les transferts d'argent, etc. Néanmoins, les conditions d'accès à cette licence sont différentes selon si l'entreprise est éthiopienne ou étrangère. Cette prérogative était jusqu'alors uniquement réservée aux banques éthiopiennes. D'après des sources locales, 13 autres *fintechs* ont déposé leur dossier pour l'obtention de cette licence.

Kenya

KenGen contraint par l'État kényan de stopper la poursuite pour dette de Kenya Power.

Le gouvernement kényan a demandé à KenGen, principal producteur d'électricité au Kenya, et aux autres fournisseurs de Kenya Power, de ne pas exiger le recouvrement des milliards de Shillings qui leur sont dus par le distributeur national Kenya Power, les exposant à des problèmes de trésorerie et à des pertes potentielles. Cette décision de retarder et d'étirer les paiements aux fournisseurs est l'indication de la profondeur de la crise financière de la société, qui avait manqué à ses obligations envers ses fournisseurs, alors que ses finances se détérioraient davantage, aboutissant à une perte nette de 939,4 MKES (soit 8,6 MUSD) pour l'année se terminant en juin 2020. KenGen, dont l'unique client est Kenya Power, n'avait pas été payé par le distributeur d'électricité à hauteur de 23,9 Mds KES, soit 219 MUSD, au mois de juin 2020. Le Trésor kényan est l'actionnaire majoritaire de KenGen et de Kenya Power, avec respectivement 70 % et 50,1 % des parts, ce qui donne au gouvernement la possibilité d'intervenir dans leurs opérations commerciales, bien que cela soulève des questions de conflit d'intérêts de la part du gouvernement. Les provisions

Les créances douteuses sont à leur plus haut niveau depuis 14 ans.

A fin février 2021, 14,5 % des prêts de l'industrie bancaire étaient en défaut de paiement, soit un encours de 432,45 Mds KES (3,91 Mds USD) contre 349,94 milliards de shillings (3,16 Mds USD), soit 12,5 % du portefeuille total de prêts un an auparavant. Les secteurs les plus impactés sont l'immobilier, l'agriculture, la manufacture ainsi que les secteurs personnels et ménagers. Pour rétablir la qualité du portefeuille d'actifs, les banques prévoient d'intensifier les efforts de recouvrement notamment via des saisies immobilières. En parallèle, elles ont dressé

une liste noire auprès des bureaux de référence de crédit, processus qui avait été suspendu jusqu'à début mars 2021 dans le cadre des mesures prises par la *Central Bank of Kenya* face à la pandémie.

Madagascar

Le FMI approuve une 3^{ème} tranche de 7,4 MEUR pour l'allègement du service de la dette malgache dans le cadre du FFARC.

Une 3^{ème} tranche de 7,4 MEUR destinée à l'allègement du service de la dette malgache auprès du FMI a été approuvée le 5 avril 2021 par son Conseil d'administration au titre du Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (FFARC), mis en œuvre depuis le 13 avril 2020. Cette tranche couvre pour 6 mois les remboursements du service de la dette entre le 14 avril et le 15 octobre 2021, deux tranches ayant déjà été approuvées pour un total de 7,4 MEUR portant sur la période du 14 avril 2020 au 13 avril 2021. Madagascar peut encore bénéficier de l'initiative FFARC jusqu'en avril 2022, pour un montant restant éligible de 11,2 MEUR.

Maurice

Le comité de fixation des prix des carburants annonce une hausse de 10% des prix de l'essence

Le comité de fixation des prix des carburants (*Petroleum pricing committee*) de la *State Trading Corporation* (STC) a décidé d'augmenter, à partir du 3 Avril, le prix du litre d'essence à la pompe de 44 MUR (0,92 EUR) à 48,4 MUR (1,01 EUR), soit une hausse de 10%. En raison de l'augmentation de son prix au niveau international, la hausse du prix local de l'essence

aurait du atteindre 19% soit +8,35 MUR (+0,18 EUR), mais celle-ci ne pouvait excéder 10% conformément à la législation en vigueur. Le prix du gasoil a quant à lui été maintenu à 35 MUR le litre (0,73 EUR).

🍷 Ouganda

Le pont Awoo-Tochi, d'une valeur de 9,2 Mds UGX est désormais opérationnel

L'Autorité nationale des routes de l'Ouganda (UNRA) a dépensé 9,2 Mds de shillings ougandais en 2019 pour réhabiliter ce pont situé dans le district d'Omoro et datant des années 1960. L'achèvement des travaux, effectués par l'entreprise *Terrain Services Limited*, devrait stimuler le développement économique local en permettant aux automobilistes un accès rapide à la route du grand Nord, en augmentant les échanges avec les centres commerciaux d'Aboke-Iceme-Awor-Bobi et en facilitant la circulation des camions de marchandises vers les marchés régionaux, tels qu'Amach, Amwaa et Elegu. Le vice-président d'Omoro, N. Ojok, a précisé que la route s'était fortement détériorée ces dernières années en raison de l'explosion démographique et du trafic de marchandises vers le Soudan du Sud.

Menace d'une éventuelle suspension par le COMESA

En 2020, la ministre du commerce A. Kyambadde et le représentant auprès du COMESA R. Kabonero, ont reçu plusieurs lettres de la part de la secrétaire générale du COMESA, Mme C. Kapwepwe, pour les informer de l'ajout de l'Ouganda dans la catégorie des pays sanctionnables, en raison du non-respect des frais d'engagement financier au cours des dernières années. En 2019, les arriérés dus au Marché commun de l'Afrique Orientale et

Australe (COMESA) s'élevaient à 1,3 MUSD (4,8 Mds UGX). Pour 2020 et 2021, les arriérés s'élèvent à 2,4 MUSD (8,7 Mds UGX). En outre, l'Ouganda doit 481 980 dollars (1,7 Mds UGX) à la Cour de justice du COMESA et 389 081 dollars (1,4 Mds UGX) à l'Institut du cuir du COMESA. De telles sanctions pourraient entraîner une exclusion de l'Ouganda de la zone de libre-échange tout en mettant en péril son droit de vote et son droit de participer à des conférences au cours desquelles les décisions cruciales sont prises.

🍷 Rwanda

Le président Kagame revient sur l'importance de l'allègement de la dette des pays en voie de développement.

Lors du sommet sur l'architecture de la dette internationale et la liquidité, le 30 mars 2021, le président Kagame a prononcé un discours en faveur d'une révision de l'architecture de la dette mondiale. Il a ainsi alerté sur le risque grandissant d'un élargissement des inégalités au niveau mondial, en conséquence de la pandémie. Il suggère ainsi la mise en place de (i) des droits de tirage spéciaux pour améliorer les niveaux de liquidités; (ii) un système innovant de contrôle de l'usage de ces droits; et (iii) des négociations d'allègement de dette qui tiendraient compte des Objectifs du Développement Durable.

🍷 Seychelles

Projet d'installation d'infrastructures pour la transformation du poisson au port de Victoria.

Le ministère de la pêche et de l'économie bleue a communiqué sur le projet de développement

des installations de transformation du poisson au port de la capitale. Treize entreprises ont confirmé leur intérêt et doivent maintenant finaliser leur proposition. Le nom des entreprises qui seront retenues sera révélé d'ici le mois de juin. Le terrain alloué aux investisseurs privés s'étend sur 70 000 mètres carrés. Environ 400 000 tonnes de thon sont capturées par les senneurs chaque année dans le sud-ouest de l'océan Indien, dont environ 80 000 tonnes dans la zone économique exclusive des Seychelles.

❖ Somalie

La banque centrale blanchit quatre sociétés de transfert d'argent accusées de blanchiment et de financement du terrorisme.

Dans un rapport publié vendredi, la Central Bank of Somalia (CBS) a déclaré que suite à un audit interne, il n'y avait pas suffisamment de preuves que les services de transfert d'argent *Amal*, *Iftin*, *Taaj* et *Dahabshill* avaient été utilisés pour des transferts d'argent à des personnes accusées d'aider le groupe Al-Qaida dans la région du Golfe. Plus précisément, d'après la CBS, aucun des expéditeurs ou des destinataires des fonds ne figurait sur une liste de sanctions des Nations Unies au moment des transactions. Pour mémoire, en septembre dernier, l'Initiative mondiale contre le crime organisé, basée à Genève, a publié un rapport affirmant qu'un certain nombre de fournisseurs de services, dont *Amal*, avaient été utilisés pour des transferts de fonds à des marchands d'armes au Yémen.

❖ Soudan

Conférence sur les investissements.

En vue de préparer le forum des affaires, qui se tiendra le 17 mai prochain dans le cadre de la conférence de Paris sur le Soudan, le ministre de l'Investissement et de la Coopération internationale a organisé une conférence sur les investissements, qui s'est tenue les 3 et 4 avril à Khartoum. Les autorités soudanaises ont présenté une première version des projets dans cinq secteurs essentiels : l'énergie, les mines, l'agriculture, les technologies de l'information et les infrastructures de transports (réhabilitation des ports, lignes maritimes, aériennes et ferroviaires). L'amélioration de l'environnement des affaires a également été au cœur des discussions avec la nouvelle loi sur les investissements, qui a été adoptée la semaine dernière par le conseil des ministres. Celle-ci prévoit notamment la création d'un guichet unique pour répondre aux besoins des investisseurs et que chaque investissement bénéficie d'une assurance permettant à l'investisseur de se couvrir. Cette conférence a bénéficié d'une couverture médiatique importante et a été l'occasion pour les autorités soudanaises fortement représentées de s'essayer à cet exercice.

Signature d'un partenariat entre Schlumberger et la société publique de pétrole SUDAPET.

En présence du ministre de l'Énergie et du Pétrole, le groupe *Schlumberger* a signé le 5 avril un partenariat avec la société de services pétroliers NUS (*National Upstream Solutions*), filiale de SUDAPET. L'accord, premier de son genre à être signé par SLB dans la région, consiste au renforcement des capacités humaines et technologiques de NUS, à travers la formation de ses cadres ainsi que l'emploi et la formation de jeunes diplômés des universités soudanaises. Le

ministère du pétrole considère cette signature comme une étape importante pour l'industrie pétrolière au Soudan, lui donnant accès aux dernières technologies pétrolières dont le Soudan avait été privé, du fait des sanctions économiques imposées par les Etats Unis.

🌐 Soudan du Sud

Le Soudan du Sud a reçu les premières doses du vaccin Covid-19 d'Astra Zeneca.

Le pays a reçu jeudi un premier lot de 132 000 doses des vaccins Astra Zeneca COVID-19, fournis par la Facilité COVAX. Le Soudan Sud s'attend à recevoir un total de 732 000 doses de vaccins d'ici à juin et prévoit de vacciner au moins 40 % de sa population d'ici à fin 2022. Selon l'OMS et la ministre de la Santé, E. Achuei, le pays devrait donner la priorité au personnel de santé et aux personnes âgées de 65 ans et plus, sur une base volontaire et gratuite, sans que cela vienne remplacer les mesures de santé publique.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a renouvelé le mandat de la Commission des droits de l'Homme pour une année supplémentaire.

Le mandat de la Mission des Nations unies au Soudan du Sud (MINUS), créée en mars 2016, a pour mission la protection des civils, notamment des femmes et des enfants; de rendre compte des faits d'allégations de violations des droits de l'homme et de crimes connexes; ainsi que de créer des conditions propices à l'acheminement de l'aide humanitaire. L'ONU a décidé de maintenir le niveau global des forces de la Mission à un plafond de 17 000 soldats. Le Conseil a également demandé à toutes les parties au conflit du Soudan du Sud de cesser immédiatement les combats et d'engager un dialogue politique, conformément à l'accord de

paix signé en 2018. Cette mesure fait suite au lancement, le mardi 16 mars 2021, d'un plan de réponse à la crise humanitaire de 1,7 Md USD par l'ONU pour endiguer la famine qui touche le pays. Le plan permettra aux agences d'aide humanitaire telles que le HCR et le PAM de réduire la vulnérabilité sécuritaire, alimentaire et sanitaire des populations. Selon T. Phiri, porte-parole du PAM, environ 7 millions de Sud-Soudanais ont été poussés dans l'insécurité alimentaire sévère en raison des fortes inondations, des vagues de sécheresse et de la violence sporadique, combinés récemment à la crise du Covid-19.

🌐 Tanzanie

Mwigulu Lameck Nchemba a été nommé Ministre des Finances et de la Planification par la présidente Samia Suhulu Hassan le 31 mars 2021.

Il remplace Dr Philip Mpango, qui a été nommé vice-président. Mwigulu Nchemba est titulaire d'un Master d'Économie obtenu à l'Université de Dar Es Salam en 2006. Après 4 ans passé en tant qu'économiste à la *Bank of Tanzania*, il est élu député de la circonscription d'Iramba Ouest sous les couleurs du parti Chama Cha Mapinduzi (CCM). Il est secrétaire général adjoint du parti depuis 2012 et a été Ministre adjoint des Finances et de l'Économie (2014-2015) dans le gouvernement du président Kikwete puis Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (2015-2016), Ministre de l'Intérieur (2016-2018) et Ministre des Affaires constitutionnelles et juridiques (2020-2021) sous Magufuli.

L'étude d'impact environnemental et social du projet de mine de graphite « Mahenge Liandu » de Armadale Capital Plc a été validée par les autorités tanzaniennes le 30 mars.

C'était la dernière étape avant l'acquisition d'une licence d'exploitation pour cette entreprise minière anglaise, ayant acquis le projet auprès de *Graphite Advancementen* en juillet 2016. *Mahenge Lianfu* est un projet d'exploitation minière de graphite à ciel ouvert, situé dans le district d'Ulanga, à 300km au sud-ouest de Morogoro. Selon les estimations, le projet devrait produire 60 000 tonnes par an de graphite au cours des 4 premières années d'exploitation puis 90 000 tonnes par an pour les 13 années suivantes. Trois entreprises chinoises (*Matrass C-Graphene*, *CoolRU Information Technology*, *Datong Coal Mining Group*) se sont déjà positionnées dans le cadre d'un MoU pour sécuriser l'approvisionnement de 60 000 tonnes par an de graphite pendant au moins 5 ans.

Des nouvelles réglementations en vigueur dans le secteur de la téléphonie mobile.

Le 2 avril, l'autorité de régulation *Tanzania Communications Regulatory Authority (TCRA)* a annoncé un ensemble de 13 directives que devront appliquer les opérateurs téléphoniques, suite à de nombreuses plaintes des consommateurs sur la hausse continue des prix des forfaits. Les opérateurs devront désormais demander l'autorisation à la TCRA avant de fixer des nouveaux tarifs, ils devront permettre aux consommateurs de continuer à bénéficier de leur forfait si toutes les données n'ont pas été consommées même après la date d'expiration de ce dernier et ils devront avertir les clients quand leur consommation atteint 75 % et 100 % du forfait. En parallèle, la TCRA a suspendu temporairement les nouveaux tarifs ayant fait l'objet de plaintes des consommateurs, le temps d'étudier la légitimité de leur tarification.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI

Philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda :

<https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA

lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international